

# TRADECOM II News

## BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

### PAGE 2

#### ACP GROUP IN GENEVA

APPUI CIBLÉ AU GROUPE ACP À GENÈVE  
EN VUE DE RENFORCER LA PARTICIPATION  
DU GROUPE AUX NÉGOCIATIONS  
COMMERCIALES MULTILATÉRALES DANS LE  
CADRE DE L'OMC

**MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME**

### PAGE 2

#### ZAMBIE

RENFORCEMENT LÉGISLATIF ET  
INSTITUTIONNEL EN ZAMBIE  
**REUNION DE DEMARRAGE**

### PAGE 5

#### CARIFORUM EPA

RENFORCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE  
DU CARIFORUM - EU APE  
**MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME**

### PAGE 3



#### REPOA-ZANZIBAR

APPUI AU REPOA ET MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU MARKETING DU ZANZIBAR (ZMTIM) POUR  
RENFORCER LA COMPETITIVITE DES PRODUCTEURS PRIMAIRES ET DIVERSIFIER SA BASE D'EXPORTATIONS SUITE AUX  
OPPORTUNITES COMMERCIALES EMERGEANT AVEC L'UE - **MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME**

### PAGE 5

#### PACP 4

APPUI AUX PACPS SÉLECTIONNÉS EN  
VUE DE RENFORCER LA FACILITATION DU  
COMMERCE ET LA COMPÉTITIVITÉ DU  
SECTEUR PRIVÉ

**MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME**

### PAGE 6

#### PIF+NIUE

APPUI AU SECRETARIAT DU FIP POUR INTEGRER  
LES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE ET  
LE PROGRAMME D'ACTION GLOBALE POUR LE  
COMMERCE, AINSI QU'À NIUE (MISE EN ŒUVRE DE  
SON PROPRE CADRE

**MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME**

## GROUPE ACP À GENÈVE

APPUI CIBLÉ AU GROUPE ACP À GENÈVE EN VUE DE RENFORCER LA PARTICIPATION DU GROUPE AUX NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES DANS LE CADRE DE L'OMC

### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Le projet a été officiellement lancé le 20 mars 2017 au Secrétariat de l'OMC à Genève, par le Secrétaire général du Groupe ACP, **S.E. Dr Patrick I. Gomes**, Secrétaire général adjoint de l'ACP pour le Développement économique durable et le Commerce, **M. Viwanou Gnassounou** et **S.E. Deep Ford de la Guyane**, Coordinatrice du groupe ACP à Genève.

Depuis le début du projet, plusieurs réunions de niveau technique ont été organisées, appuyées par des conseillers de mission de pays. Ces réunions ont principalement porté sur les préparatifs du MC 11, en particulier sur les points suivants :

- 🌐 La pêche
- 🌐 L'agriculture
- 🌐 Le SDT
- 🌐 Les prestations de service.

En outre, des réunions d'information générale et des exposés sur des questions clés ont été fournies au nouveau

Coordonnateur (Guyana). Un soutien a également été fourni aux Points focaux sur les pêches dans le groupe de négociation de l'OMC.

L'EAT a également fourni des documents révisés pour la soumission par l'ACP sur les appuis internes aux secteurs de la pêche et de l'agriculture. Enfin, trois documents d'information sur les négociations ont été préparés.

À la mi-septembre, l'EAT réalisera des études complètes sur : L'impact de l'étude de soutien ayant des effets de distorsions commerciales, des approches alternatives au développement d'une solution permanente sur le stockage public à des fins de sécurité alimentaire ; sur les services, la réglementation nationale et les répercussions des régimes juridiques sur les pêches sur les Pays ACP. Le document de position de négociation composite sur les positions ACP dans les domaines clés des négociations commerciales sera finalisé d'ici fin d'octobre, tel que convenu avec le Groupe ACP.

## ZAMBIE

RENFORCEMENT LÉGISLATIF ET INSTITUTIONNEL EN ZAMBIE

### REUNION DE DEMARRAGE

Ce projet a été attribué à Imani's Development et le contrat a été signé fin juin 2017.

La réunion initiale s'est tenue le 20 juillet 2017 au ministère du Commerce et de l'Industrie (MCTI). Ont participé à la réunion le Directeur du Commerce Extérieur, **Mme Lillian Bwalya** et d'autres membres du personnel du MCTI, la délégation de l'UE et l'équipe d'assistance technique (EAT) - **M. Gustav Brink** (PE1 et Chef d'équipe), **M. Mark Pearson** (PE2 et Représentant d'Imani) et **M. Isaac Njoroge** (PE3).

Au cours de la réunion, les parties ont examiné les termes de référence et la portée du Programme, y compris ses principales activités et le calendrier de mise en œuvre.

Le projet est structuré en trois composantes :

1. Renforcer le cadre juridique et institutionnel lié aux recours commerciaux en Zambie ;
2. Renforcer la capacité institutionnelle dans les négociations commerciales et la mise en œuvre - se focaliser sur la mise en œuvre de l'OMC et de l'i-APE ainsi que des négociations commerciales régionales développées et partagées avec les autorités nationales ;
3. Élaborer une stratégie pour la diversification du secteur minier et la base des exportations - se focaliser sur de nouveaux secteurs tels que le secteur de l'or et des pierres précieuses.

Le bénéficiaire a souligné que la composante recours commerciaux est une question prioritaire et que le Ministère apprécierait que ce volet soit abordé dans les plus brefs délais. De plus, cette composante devrait également aborder la question de réglementation et de législation des industries naissantes étant que les deux étaient interdépendantes. La composante 2 est consacrée au renforcement des capacités institutionnelles dans les négociations commerciales pour le MCTI et les parties prenantes concernées en Zambie afin de renforcer la participation et le positionnement du pays dans les négociations commerciales régionales et multilatérales. Pour ce qui est de la stratégie de diversification du secteur minier, il a été convenu que l'accent devrait être mis sur les émeraudes et l'or. Le ministère des Mines avait déjà réalisé une étude exploratoire dans la région et ses résultats devraient être pris en compte.

Après la réunion, l'EAT a commencé la recherche documentaire sur la législation et les statistiques commerciales existantes pour aborder la première composante.



## TANZANIE REPOA-ZMTIM

APPUI AU REPOA ET MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU MARKETING DU ZANZIBAR (ZMTIM) POUR RENFORCER LA COMPETITIVITE DES PRODUCTEURS PRIMAIRES ET DIVERSIFIER SA BASE D'EXPORTATIONS SUITE AUX OPPORTUNITES COMMERCIALES EMERGEANT AVEC L'UE

### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le troisième mois de la phase de mise en œuvre du programme était axé sur quatre activités majeures et les produits livrables associés :

#### **FINALISER UN GUIDE SUR LA GESTION DE LA QUALITÉ DU PRODUIT DANS LE CORRIDOR D'EXPORTATION DU ZANZIBAR/PEMBA**

Après les consultations approfondies avec le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Marketing du Zanzibar (ZMTIM) et son Direction de la planification, de la politique et de la recherche ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, un projet final du Guide a été présenté lors d'un atelier d'information réunissant les Institutions d'Appui au Commerce du Zanzibar (STI). Le Guide fournit une évaluation approfondie de l'environnement de qualité des produits du Zanzibar, identifie les défauts et propose des recommandations stratégiques. Les IAC, avec un renforcement de la coordination et des améliorations de la gestion de la qualité, telles que recommandées dans le Guide, pourront soutenir les agriculteurs, les associations de producteurs et les organisations d'exportateurs afin de surmonter les défis commerciaux, accéder plus facilement à de nouveaux marchés, en particulier ceux de l'Union européenne (UE).



#### **ORGANISER UN ATELIER D'INFORMATION À ZANZIBAR POUR PRÉSENTER LE GUIDE ET DEMANDER LES COMMENTAIRES DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES**

L'événement s'est tenu le 20 juillet à Zanzibar. Pendant la présentation du Guide et plusieurs autres présentations par le Principale Expert 3, le Directeur du Service de l'industrie du ZMTIM a ouvert son atelier et le Directeur du Service de la planification, de la politique et de la recherche a présidé, a modéré la session et a clôturé l'événement. Bon nombre d'IAC du Zanzibar ont participé à cet atelier et les médias locaux ont couvert l'événement.

#### **DÉVELOPPER DES NOTES D'ORIENTATIONS SUR LES CHÂÎNES DE VALEUR : ALGUES ET ÉPICES**

Les notes d'orientation ont été rédigées en étroite collaboration avec le personnel de recherche de REPOA, sur la base des données recueillies lors de la visite sur le terrain du corridor d'exportation du Zanzibar/Pemba. Les deux notes sont axées sur les obstacles à la compétitivité et à la diversification sur les deux chaînes de valeur sélectionnées. Les projets ont été présentés au cours d'un des séminaires-midi organisés à REPOA dans le cadre du processus de renforcement des capacités. La chaîne de valeur avocat de la Tanzanie a été proposée et a fait l'objet de la troisième note d'orientation et il serait développée en août.



#### **CLASSER LES DONNÉES COLLECTÉES LORS DES VISITES SUR LE TERRAIN DANS LES CORRIDORS D'EXPORTATION DU NORD ET DU ZANZIBAR/PEMBA Y COMPRIS L'IDENTIFICATION DES LACUNES EN MATIÈRE DE DONNÉES**

D'autres consultations ont eu lieu à Dar es-Salaam afin de valider les données et les bases du rapport technique qui sera élaboré en prévision de l'atelier de formation et de dialogue sur les politiques. L'atelier sera organisé avec la collaboration de REPOA.

Toutes les activités ont été mises en œuvre par l'équipe d'assistance technique (EAT) en étroite collaboration avec les membres du personnel REPOA et ZMTIM.



## ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

### ETAT D'AVANCEMENT DE LA COMPOSANTE "ASSISTANCE TECHNIQUE"

**266**  
TOTAL DES DEMANDES DE PROJET

**232**  
PROJECTS ADMIS

REGROUPES EN:

**85**  
PROGRAMMES

**81**  
PROJECTS  
SOUS-EXECUTION

**6**  
PROJECTS  
RETIRES /  
REFORMULES

**28**  
PROJECTS  
REJETES

**2**  
PROJECTS RETIRES

**140+**  
PROJECTS  
A METTRE EN ŒUVRE  
DANS LE DP2 (MAY 2018)

REGROUPÉES EN:  
**23**  
PROGRAMMES

**2**  
PROGRAMMES

REGROUPÉES EN:  
**60+**  
PROGRAMMES

### REPARTITION DES PROGRAMMES PAR OBJECTIF DU "PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE"

CAPACITÉS DES INSTITUTIONS  
COMMERCIALES NATIONALES ET  
REGIONALES RENFORCÉES



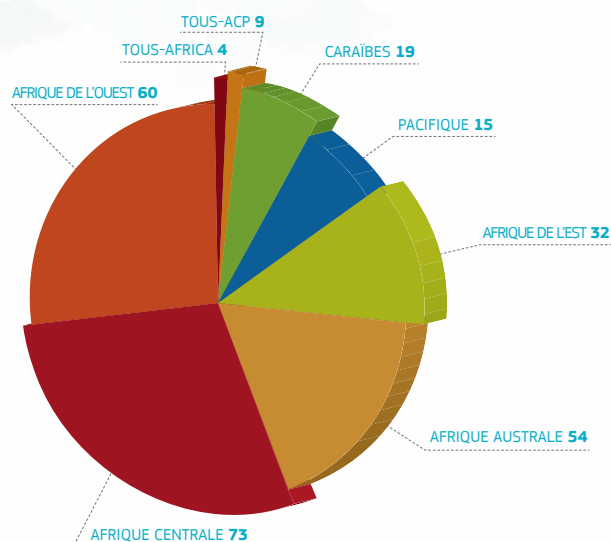
CAPACITÉS EN NEGOCIATION COMMERCIALE  
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCÉES  
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



FACILITATION DES ECHANGES  
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU  
SECTEUR PRIVE AMÉLIORÉES



### REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



### REPARTITION REGIONALE DES PROJETS





## CARIFORUM EPA

### RENFORCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU CARIFORUM - EU APE

#### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

En juillet, le programme a atteint la période de mise en œuvre de six mois. Par conséquent, l'entrepreneur a réalisé, en moyenne, environ 65 % des produits livrables du programme.

Réviser les projets de factures pour prestation de services : Bien que le TOR ait précisé la mise à jour de quatre factures pour prestation de services, en fait, les cinq modèles de factures ont été révisés :

1. L'immigration (entrée et séjour temporaire) des prestataires de services de l'UE
2. La réglementation des télécommunications [Commission/Autorité]
3. L'interconnexion et l'accès aux installations
4. Les services internationaux de transport maritime
5. La réglementation des services professionnels

À la lumière des problèmes de capacité au niveau national, il était essentiel d'accorder aux États le temps nécessaire pour examiner et commenter les instruments révisés.

#### PROJET DE CARICOM MRA ET INSTRUMENTS CONNEXES

Le principal objectif de cette composante du projet est de soutenir le processus de finalisation d'un Accord de Reconnaissance Mutuelle (ARM) pour le déplacement des qualifications professionnelles des architectes. L'instrument qui est préparé dans le cadre de cette composante du projet est un ARM intra-CARICOM, à l'aide des lignes directrices négociées par les

architectes en 2014, un projet ARM a été préparé. Les instruments révisés ont été transmis au Bénéficiaire et renvoyés aux États.

Le consultant a contacté les pays afin de déterminer leurs besoins et, en juillet, a rencontré le président de l'Institut des architectes de la Guyane (et le coordonnateur de l'APE de la Guyane) pour discuter de la marche à suivre.

#### VALIDATION DES DONNÉES COMMERCIALES

Cette composante du projet s'est avérée de plus en plus urgente en raison de la nécessité de répondre au projet de présentation factuelle préparé par le Secrétariat de l'OMC en plus de valider les données requises par l'OMC pour finaliser le rapport. Le consultant a soutenu ce processus en participant aux deux vidéoconférences à partir de la Guyane et en fournissant une assistance technique spécifique dans la préparation des documents connexes. Cette approche devrait ouvrir la voie à la transmission de données commerciales validées à soumettre à l'OMC.

#### SYSTÈME DE SUIVI DE CONCEPTION EPA

Le consultant a élaboré un projet de cadre de suivi et d'évaluation EPA qui fait l'objet d'un examen par le Bénéficiaire et les États du CARIFORUM. Deux consultations régionales avec les États du CARIFORUM faisaient partie intégrante de ce processus. La Direction envisage de programmer une session de validation par vidéoconférence avec les États du CARIFORUM.

## PACP 4

### APPUI AUX PACPS SÉLECTIONNÉS EN VUE DE RENFORCER LA FACILITATION DU COMMERCE ET LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉ

#### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le programme « Appui aux PACPS sélectionnés en vue de renforcer la facilitation du commerce et la compétitivité du secteur privé » a commencé avec une première mission à Kiribati (du 17 au 28 juillet 2017) et dans la République de Îles Marshall (du 31 juillet 2017 au 11 août 2017). Les missions dans l'État fédéral de Micronésie (FSM) et Samoa se tiendront à la période octobre/décembre 2017.

#### KIRIBATI

Les experts recrutés pour la mise en œuvre du composant de ce programme ont identifié les principales parties prenantes et leurs rôles et responsabilités et leurs services respectifs à Kiribati. Cet exercice a permis aux experts sous contrat d'évaluer l'intérêt, la viabilité de la mise en œuvre d'un système électronique de guichet unique. L'évaluation comprenait une analyse des processus d'exportation, d'importation et de transit existants ainsi que les flux d'information correspondants et les documents commerciaux utilisés. Grâce aux informations recueillies, l'expert a conçu une vision large, une stratégie, des objectifs et des buts du guichet unique, y compris des suggestions sur les logiciels informatiques et l'infrastructure matérielle nécessaires pour soutenir la mise en œuvre, le déploiement et l'exploitation d'un système électronique de guichet unique. Une version préliminaire du plan de mise en œuvre,

y compris des analyses de modèles d'affaires réalisables de guichet unique, sera envisagée pour la mise en œuvre future.NL 4

Le but du soutien de Kiribati est d'évaluer la viabilité et l'implication de la gestion dans la mise en œuvre d'un guichet unique électronique.

#### RMI

La phase de démarrage a souligné que, dans le RMI, il n'existe pas de méthode de classement des biens échangeables constante et comparable à l'échelle internationale. Dans les récentes négociations commerciales, notamment l'Accord de Partenariat Économique (APE) avec l'accord de l'UE et Pacifique sur les relations économiques plus étroites (PACER Plus), le RMI a proposé des offres d'accès au marché dans ses négociations commerciales en utilisant des « lignes tarifaires HS ». Toutefois, les « lignes tarifaires HS » (méthode de classification des produits de base) proposées ne sont ni formellement ni autrement définies et reconnues dans les lois pertinentes (par exemple, la Loi sur les douanes) du RMI. Cela signifie que certains éléments des négociations commerciales du RMI et des accords commerciaux internationaux sont basés sur ces lignes tarifaires SH développées sur des bases de données limitées et des hypothèses qui peuvent ne pas être valides d'un point de vue juridique dans le cadre du RMI.

## PIF+NIUE

APPUI AU SECRETARIAT DU FIP POUR INTEGRER LES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE ET LE PROGRAMME D'ACTION GLOBALE POUR LE COMMERCE, AINSI QU'A NIUE (MISE EN ŒUVRE DE SON PROPRE CADRE

### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Dans l'ensemble, la mise en œuvre du programme a considérables jusqu'à présent connu des avancées. Parallèlement à la réalisation d'autres principales activités dans les composantes régionales et nationales, les travaux ont commencé en juillet lors de l'organisation de l'Atelier régional sur l'intégration des politiques commerciales.

À ce stade, la composante régionale (PIFS) est à un stade avancé, avec une analyse documentaire et des matériaux, y compris une enquête PIFS de 2016 sur l'intégration de la TPF, menant à l'élaboration d'un projet de manuel régional sur l'intégration des politiques commerciales.

En ce qui concerne le travail du projet sur les réformes de la législation douanière de Niué, un examen préliminaire article par article du Projet de loi sur les Douanes récemment élaboré de Niué a été achevé et un projet a été soumis aux autorités de Niué. Un programme global de consultations a été mené avec des douanes et d'autres parties prenantes qui jouent un rôle dans le fret aérien et le fret maritime, axés sur la sensibilisation à la nouvelle

législation et les changements susceptibles d'apporter, ainsi que sur l'identification du renforcement des capacités et de la technique l'aide requise pour se conformer à un nouveau Projet de loi sur les Douanes par les deux groupes de parties prenantes identifiés. Les travaux sur un rapport contenant des recommandations pour modifier la législation douanière afin d'améliorer la facilitation du commerce ont également été soumis au Bénéficiaire.

En ce qui concerne la composante nationale (Niué), les travaux d'élaboration de politiques sur la TPF et la Matrice de mise en œuvre ont été achevés. Les activités de formation et de renforcement des capacités ont également été achevées. L'appui à la tenue d'une réunion du NTC a été fourni et la réunion du CNT a eu lieu. Concernant les travaux dans le secteur des douanes, un examen complet de la législation douanière de Niué a été effectué et soumis aux autorités de Niué et des consultations avec les parties prenantes ont été réalisées.

## Lexique

- ADPIC** Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle
- AMNA** Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CARICOM** Communauté caribéenne
- CARIFORUM** Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DAU** Document Administratif Unique
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- GMFL** Groupe mélanésien Fer de lance
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OIF** Organisation internationale de la Francophonie
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- OMD** Organisation mondiale des douanes
- OTC** Obstacles techniques au commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique
- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PME** Petite et moyenne entreprise
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique

- RCEP** Partenariat économique régional global
- SPS** Mesures sanitaires et phytosanitaires
- UE** Union européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

**TRADECOM** PROGRAMME

  BUILDING ACP TRADE CAPACITY  
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35  
1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60  
✉ [contact@tradecom-acpeu.org](mailto:contact@tradecom-acpeu.org)  
🌐 [www.tradecom-acpeu.org](http://www.tradecom-acpeu.org)

Suivez-nous sur twitter:

🐦 @Tradecom\_2  
🐦 @Tender\_Tradecom